

Les journalistes burundais se battent pour faire leur travail, malgré les menaces

Burundi Les radios privées détruites, la pression s'accroît sur la presse écrite et Internet.

Nous allons continuer... Jusqu'au jour où nous ne pourrons plus". Antoine Kaburahe, directeur du groupe de presse Iwacu, ne cache pas le désarroi des journalistes burundais. Près de deux mois après le début de la révolte populaire à Bujumbura contre la volonté du président sortant, Pierre Nkurunziza, de se présenter à un troisième mandat, la pression policière pour empêcher tout écho des protestations se fait de plus en plus forte.

On est ainsi passé de l'entrave au travail des journalistes en reportage, aux kalachnikovs policières brandies contre les travailleurs de la presse, avec menace d'ouvrir le feu, sans que "[le] supérieur présent" dise quoi que soit, explique notre confrère burundais, en passant par la destruction d'images et les menaces verbales. "Jusqu'à quand pourrons-nous exercer notre métier ?", s'interroge M. Kaburahe.

Emissions coupées, radios détruites

Dès le début de la crise, le pouvoir avait interdit l'émetteur le plus populaire du pays, la Radio publique africaine (RPA), connue pour ses dénon-

ciations de la corruption et des violences de la milice gouvernementale Imbonerakure (aujourd'hui dénoncée par l'Onu). Les autres radios indépendantes étaient interdites d'émission hors de Bujumbura, sauf Radio Rema, proche du parti au pouvoir.

Lors du putsch raté du 13 mai, ces radios privées avaient été détruites, Radio Rema par les pro-putschistes, les autres émetteurs par les pro-Nkurunziza, estime-t-on généralement à Bujumbura.

Depuis lors, il n'y a plus que la presse papier et Internet, dont Iwacu, qui fournisse un autre son de cloche que les médias officiels et le régime a assuré jeudi dernier, faussement, que la contestation était terminée.

Dans ces conditions, comment assurer une vraie campagne électorale alors que les communales et législatives sont prévues le 26 juin et la présidentielle le 15 juillet ?

De nombreux journalistes ont dû fuir le pays ou se cacher pour échapper aux menaces de policiers ou des Imbonerakure. Ces menaces s'ajoutent à une chute vertigineuse des rentrées publicitaires – "85 %", selon Antoine Kaburahe – les entreprises ayant cessé de faire de la publicité en raison du ralentissement de la vie économique dû à l'instabilité politique.

85 %

DE REVENUS EN MOINS

Le groupe de presse Iwacu a perdu 85 % de ses revenus publicitaires en raison du ralentissement de la vie économique. Celui-ci est engendré par l'instabilité politique qu'a déclenchée la volonté du Président de briguer un troisième mandat.

MFC